

Le 2 septembre 2009

Monsieur le Ministre,

Nous, 125 organisations de plus de 50 pays, nous vous écrivons pour vous exhorter à représenter les intérêts des paysans, des travailleurs, des consommateurs, des femmes et de l'environnement en rejetant une plus ample libéralisation du commerce des produits alimentaires à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et en demandant en revanche des politiques susceptibles d'aboutir à la sécurité alimentaire, au développement du milieu rural et à la préservation des moyens d'existence des agriculteurs grâce à la souveraineté alimentaire.

Nous vous exhortons à ne pas utiliser la réunion ministérielle concernant les négociations de l'OMC, qui aura lieu en Inde la première semaine de septembre, pour promouvoir une plus grande libéralisation de l'agriculture. Nous exhortons les Ministres à rejeter toute tentative de faire aboutir le Cycle de Doha des négociations de l'OMC, car les propositions en cours ne feront qu'aggraver les crises qui affectent la production agricole dans le monde entier et qui accroissent la famine et la pauvreté. Tout comme les accords bilatéraux et régionaux de « libre-échange » qui appliquent à l'agriculture le même modèle néolibéral encouragé pendant trois décennies par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, l'OMC permet aux exportateurs agro-industriels des pays riches de subventionner leurs produits et de les exporter ensuite dans les pays en développement, au détriment des petits agriculteurs familiaux. Pour être plus précis :

- La déréglementation des échanges agricoles a provoqué la suppression des Offices nationaux de produits agricoles qui permettaient de gérer l'approvisionnement et les a remplacés par les bourses de commerce. De ce fait, les agriculteurs sont exposés à une énorme instabilité due aux fortes variations des prix associées à la spéculation qui caractérise ces marchés, en particulier dans les pays en développement qui ont été contraints de réduire considérablement leurs barrières tarifaires à l'importation.
- Le système agricole mondial permet aux pays riches de subventionner massivement leurs exportations agro-alimentaires. Lorsque ces produits subventionnés inondent les marchés des pays en développement, ils constituent une concurrence déloyale pour les agriculteurs locaux dont ils détruisent les moyens de subsistance, aggravant la faim et la pauvreté. Les limites existantes sont systématiquement dépassées par les États-Unis et l'UE. La loi agricole récemment adoptée par les États-Unis ne limite pas ces subsides de façon significative. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a constaté que les 102 pays en développement analysés avaient expérimenté des poussées d'importations entre 1980 et 2003 ; ces poussées sont devenues plus fréquentes après la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture de l'OMC en 1995.
- Le système commercial mondial ne permet pas aux gouvernements de protéger et de soutenir la production durable d'aliments pour la consommation intérieure ni de protéger les agriculteurs du comportement déloyal des grandes entreprises. L'OMC, les accords de commerce bilatéraux, les politiques du FMI et de la Banque mondiale interdisent aux

gouvernements de beaucoup de pays en développement d'augmenter les tarifs douaniers, de subventionner les engrais ou d'autres intrants et de soustraire certains produits aux échanges mondiaux.

Ces politiques ont eu pour résultat un système agricole mondial où les cours des marchandises sont extrêmement instables, où tout le monde n'a pas accès à des aliments nourrissants et abordables, où la famine a augmenté et où les revenus des paysans ont diminué. Ces politiques ont abouti à la crise alimentaire mondiale à laquelle nous sommes confrontés, où près de 30 000 personnes meurent chaque jour pour des causes associées à la pauvreté, dont surtout la malnutrition et la famine. La FAO estime que plus d'un milliard de personnes manquent de nourriture et qu'environ 150 millions de personnes supplémentaires ne mangent pas à leur faim à cause de la crise alimentaire actuelle.

Malheureusement, les défenseurs d'une plus forte libéralisation cherchent à profiter de la crise alimentaire pour élargir, plutôt que réformer, leurs politiques erronées. Dans les pourparlers qui ont lieu actuellement à l'OMC en matière agricole les pays riches les plus puissants exigent que les pays en développement ouvrent encore davantage leurs marchés, tandis qu'ils refusent de réduire les subventions aux exportations agro-alimentaires qui font d'énormes ravages sur les marchés des pays en développement.

En revanche, de nombreux pays en développement s'orientent vers des politiques de protection qui visent à exclure des réductions tarifaires les produits agricoles et à accroître les tarifs ou à fixer des quotas sur les produits qui font l'objet de dumping, en particulier dans le cas de certains produits qui sont essentiels à la sécurité alimentaire, au développement rural et aux moyens d'existence des paysans. À l'OMC, cette méthode dénommée Produits spéciaux et Mécanisme de sauvegarde spécial (PS/MSS) est défendue par une coalition de plus de 46 pays en développement (le G33) et bénéficie de l'appui d'un groupe encore plus large constitué par plus d'une centaine de ces pays. Pour avancer dans le sens d'une amélioration du système agricole mondial il est indispensable que les pays du G33 soient unis et prennent une position ferme sur les Produits spéciaux et le Mécanisme de sauvegarde spécial.

Vu l'échec du système actuel, beaucoup d'agriculteurs, de pêcheurs, de producteurs d'autres aliments, de consommateurs, de chercheurs et d'experts agricoles ont développé des modèles alternatifs d'agriculture, fondés sur la souveraineté alimentaire et qui accordent la priorité à la production locale d'aliments sans danger, bons pour la santé, dans le but de nourrir les êtres humains et de respecter l'environnement et la société. Dans ce sens, les gouvernements devraient commencer par rejeter le Cycle de Doha visant à élargir la libéralisation des échanges au sein de l'OMC et soutenir à la place les propositions suivantes :

1. le système commercial mondial doit permettre l'existence de fortes mesures de protection et de soutien de la production alimentaire destinée à la consommation intérieure à l'échelon national. Les pays en développement doivent être autorisés à exempter du commerce mondial un nombre suffisant de produits qui sont indispensables à la sécurité alimentaire, au développement rural et aux moyens d'existence des agriculteurs. Ils doivent pouvoir maintenir des tarifs douaniers appropriés et appliquer

- des mesures destinées à stopper ou à réduire les importations qui ont des effets négatifs sur la sécurité alimentaire, le développement rural et les moyens de vie des paysans ;
2. le système commercial mondial doit discipliner le comportement des grandes entreprises et mettre fin au dumping. Tous les genres de subventions aux exportations de produits agricoles provenant des pays développés doivent être éliminés sans délai, qu'ils soient directs ou indirects, comme les crédits à l'exportation, les garanties des crédits à l'exportation et les assurances des exportations, l'aide alimentaire non urgente en nature et, surtout, toutes les subventions intérieures bénéficiant aussi aux produits exportés, qui sont infiniment plus importantes que les subventions formelles à l'exportation. En outre, nous réclamons en particulier que l'on mette fin aux subventions des pays riches à la production de coton, qui portent atteinte aux producteurs de l'Afrique occidentale ;
 3. il faut appliquer de nouvelles réglementations aux échanges, concernant par exemple la spéculation sur les bourses de marchandises, comme de nombreux gouvernements africains l'ont proposé au sein de l'OMC. Nous demandons que l'on applique un système mondial de gestion de l'offre des produits agricoles commercialisés à l'échelon international.

Prises ensemble, ces mesures permettraient vraiment de mettre en route la transformation si nécessaire du système alimentaire mondial et de faire des progrès importants vers la réalisation de la souveraineté alimentaire et l'atténuation de la pauvreté, la famine et la malnutrition dans le monde.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

Réseaux internationaux et régionaux

- | | | |
|----|---|--|
| 1. | Action Aid International | International |
| 2. | Alliance Sociale Continentale | Amériques |
| 3. | Asia Pacific Forum on Women, Law and
Development (APWLD) | Asie-Pacifique |
| | Asian Peasant Coalition | Bangladesh, Inde, Philippines,
Indonésie, Malaisie, Mongolie,
Népal, Pakistan et Sri Lanka |
| 4. | ATTAC | Argentine, Belgique, Espagne,
Finlande, France, Japon,
Norvège |
| 5. | Capitulo Centroamerica Alianza Social | |
| 6. | Continental | Amérique centrale |
| 7. | Committee for Asian Women (CAW) | Asie |

8.	Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN)	International
9.	Focus on the Global South	Inde, Thaïlandia, Philippines
10.	Food and Water Europe	International
11.	Grupo de Trabajo de Agricultura y Comercio de la Alianza Social Continental	Amérique Latine
12.	International Gender and Trade Network (IGTN)	International
13.	International Grail Justice and Trade Agreements Network	International
14.	IUF	International
15.	International Presentation Association of Presentation Sisters	International
16.	Marcha Mundial de las Mujeres	International
17.	Mesa Latinoamericana de Comercio Justo y Consumo Ético	Amérique Latine
18.	Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (PIDHDD)	Amérique Latine
19.	Plate Forme des Acteurs Non Etatiques d'Afrique Centrale (PANEAC)	Afrique Centrale
20.	Red Intercontinental de Promoción de la Economía Solidaria - Latinoamérica y Caribe (RIPESS LAC)	Amérique Latine et Caraïbe
21.	Red Latinoamericana Mujeres Transformando la Economía (REMTE)	Amérique Latine
22.	Réseau Dynamique Africaine (Réseau des Organisations de la Société Civile Africaine)	Afrique Centrale
23.	South Asian Network for Social & Agricultural Development (SANSAD)	Asie du Sud
24.	Southeast Asian Council for Food Security & Fair Trade (SEACON)	Asie du Sudest
25.	Third World Network Africa	Afrique
26.	Women in Development Europe (WIDE)	Europe

Organisations et réseaux nationaux et subrégionaux

27.	Africa Centre for Biosafety (ACB)	Afrique du sud
28.	Andhra Pradesh Vyavasaya Vruthidarula Union (APVVU)	Inde
29.	Alianza Social Continental Capítulo Pérou	Pérou
30.	All Nepal Peasants Federation	Nepal
31.	Alliance of Progressive Labour (APL)	Philippines
32.	Alliansi Gerakan Reforma Agraria (AGRA)	Indonesia
33.	Articulação de Mulheres Brasileiras	Brasil
34.	Asociación Chilena de Organismos No Gubernamentales ACCIÓN A.G.	Chile

	Association Citoyenne de Défense des Intérêts	
35.	Collectifs (ACDIC)	Camerún
36.	Australian Fair Trade and Investment Network	Australia
37.	Bangladesh Bhumeheen Samitee (BBS)	Bangladesh
38.	Bangladesh Krishok Shangho	Bangladesh
39.	Bantay Bigas	Philippines
40.	Berne Declaration	Suiza
41.	Bharatiya Krishak Samaj	Inde
42.	Bloque Popular Honduras	Honduras
43.	CAFRA Trinidad & Tobago	Trinidad & Tobago
44.	Capitulo Argentino de la PIDHDD	Argentine
45.	Centre for Education and Communication (CEC)	Inde
46.	Centre for Trade Policy and Development	Zambia
47.	Chile Sustentable	Chile
48.	CLADEM Paraguay	Paraguay
	Comisión Ecuménica de Derechos Humanos de	
49.	Ecuador	Ecuador
50.	Comisión Local 0,7% PIB	Espagne
51.	Comisión Nacional de Enlace (CNE)	Costa Rica
52.	Confederación Nacional Agraria	Pérou
	Congress of South African Trade Unions	
53.	(COSATU)	Afrique du Sud
54.	Council of Canadians	Canada
55.	CRBM-Mani Tese	Italie
56.	Dekada '80 Movement	Philippines
57.	Ditsò	Costa Rica
	Eastern and Southern Africa Small-scale Farmers	
58.	Forum (ESAFF)	Zambia
59.	Ecologistas en Acción	Espagne
	Economic Justice and Development Organization	
60.	(EJAD)	Pakistan
61.	Ecuador Decide	Ecuador
62.	Fair	Italie
63.	Foro "Corriente de Opinión Ciudadana"	Argentine
64.	Frente Democrático Campesino	Mexique
65.	Globalization Watch Hiroshima	Japon
66.	GM Freeze	Royaume Uni
67.	Grupo Local de Campaña Pobreza Cero	Espagne
	Grupo Red de Economía Solidaria del Pérou -	
68.	GRESP	Pérou
69.	IBON Foundation	Philippines
70.	Informationsgruppe Lateinamerika (IGLA)	Austrie
71.	Institute for Global Justice	Indonesie
	Instituto para el Comercio Equitativo y el	
72.	Consumo Responsable (ICECoR)	Argentine

73.	Kenya Human Rights Commission (KHRC)	Kenya
74.	Kilusang Magbubukid ng Pilipinas (KMP)	Philippines
75.	La Cooperativa Artística Víctor Lima	Uruguay
76.	La Mesa Intercooperativa de Salto	Uruguay
77.	La Via Campesina – Brasil	Brésil
	Labour, Health and Human Rights Development	
78.	Centre	Nigerie
79.	Labour Research Service	Afrique du sud
80.	Lismore Presentation Congregation	Australie
81.	Marcha Mundial de las Mujeres Pérou	Pérou
82.	Movimiento Rural Cristiano	Espagne
	Movimiento Social Nicaraguense Otro Mundo es	
83.	Posible	Nicaragua
84.	National Agricultural Workers Forum (NAWF)	Inde
85.	National Alliance of People's Movements-NAPM	Inde
86.	National Center For Labour	Inde
	National Network of Agrarian Reform Advocates	
87.	(NNARA)	Philippines
88.	Oakland Institute	États-Unis
89.	OeIE-Kaernten	Austrie
90.	ONG Africando	Espagne
91.	Paz Ahora	Espagne
	Peoples Network on Food Security Programs	
92.	(PNFSP)	Philippines
	Plataforma Rural-Alianzas por un Mundo Rural	
93.	Vivo	Espagne
94.	Plataforma Boliviana de Derechos Humanos	Bolivie
95.	Plataforma Colombiana de Derechos Humanos	Colombie
96.	Plataforma Dhesca Brasil	Brésil
97.	Plataforma Peruana de Derechos Humanos	Pérou
98.	Presentation Justice Network	Irlande
99.	Presentation Sisters Network Inde	Inde
100.	Proyecto Cultura y Solidaridad (PCyS)	Espagne
	PUMALAG (Peoples Network against	
101.	Liberalization of Agriculture)	Philippines
	Red de Acción Ciudadana Frente al Libre	
102.	Comercio e Inversiones SINTI TECHAN	El Salvador
103.	Red de Semillas "Resembrando e Intercambiando"	Espagne
	Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio	
104.	(RMALC)	Mexique
105.	Red Peruana de Comercio Justo y Consumo Ético	Pérou
	Resistance and Solidarity against Agrochemical	
106.	TNCs (RESIST Network)	Philippines
107.	SEARCH Foundation	Australie
108.	Serikat Petani Indonesia	Indonesie

109.	SETEM-Catalunya Sisters of the Presentation Congregation of	Espagne
110.	Newfoundland and Labrador	Canada
111.	Soldepaz.Pachakuti	Espagne
112.	Solidarité	France
113.	South African Municipal Workers' Union Southern and Eastern Africa Trade, Information and Negotiations Institute (SEATINI)	Afrique du sud
114.	Surplus People Project	Uganda et Zimbabwe
115.	Taiwan NGOs Association for International Affairs	Afrique du sud
116.	Tanggol Magsasaka (Peasant Network for Land, Justice and Human Rights)	Taiwan
117.	Trade Strategy Group	Philippines
118.	Transnational Institute (TNI)	Afrique du sud
119.	The Development Fund	Pays Bas
120.	War on Want	Norvège
121.	World Development Movement	Royaume Uni
122.	World Economy, Ecology and Development (WEED)	Royaume Uni
123.	Worldview-The Gambia	Allemagne
124.	WTO Vyathiredha Vedika (Platform Against WTO)	Gambia
125.		Inde